



## Section de l'Ardèche

### Déclaration au Comité Technique de l'Ardèche du 20 novembre 2018

Monsieur le Président,

Un fort mouvement de protestation se développe en France. Les élites sont déconnectées des réalités et ne se rendent pas compte du tout de la situation en faisant, par exemple, comme si les aides de l'État suffisaient pour se payer une voiture électrique quand on a un tout petit revenu.

Ou, au contraire les élites sont bien conscientes de construire une politique d'oppression de classe avec la rigueur pour ceux qui ne sont rien et l'opulence pour ceux qui réussissent (start-up nation !!!) : aucune remise en cause des places financières liées aux paradis fiscaux, de l'exil fiscal, de la finance casino, de l'optimisation fiscale, du trading privé haute fréquence et des comptes non publiés.

La France est le pays champion du monde des dividendes.

Pus de deux tiers des bénéfices (67,4%) du CAC 40 ont été reversés aux actionnaires depuis 2009 et, ce, au détriment des salariés « grands sacrifiés de ce partage inégal » (5,3 % des bénéfices seulement leur sont versés sous forme d'intéressement et de participation).

Les dividendes et rachats d'actions ont représentés + de 55 milliards d'euros en 2017.

L'investissement, élément essentiel de la bonne santé économique est considérablement affaibli par ces dividendes records et 1454 filiales détenues par le CAC 40 étaient situées dans des paradis fiscaux en 2016...

Depuis la dernière élection présidentielle, un constat s'impose : toujours la même politique qui échoue depuis 40 ans, énième incarnation néolibérale avec une politique de rigueur pour les uns (dont les employés, ouvriers, fonctionnaires) et une politique d'« open bar » pour les autres (en majorité les banquiers et spéculateurs qui n'investissent pas).

Politique d'austérité où les agents des finances publiques ont perdu 16 % de pouvoir d'achat depuis 2000 rien que par rapport à la valeur du point d'indice.

Destruction des droits des salariés, introduction de la sélection absurde par algorithme à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière de justice, réforme fiscale favorable aux ultra-riches, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et tentative de criminalisation du mouvement syndical, utilisation de l'égalité femmes-hommes comme outil de communication sans moyens financiers alors que les femmes sont les premières concernées par les régressions sociales.

La spirale des inégalités s'accélère en France produisant deux mondes parallèles ayant de moins en moins de contacts, si ce n'est que ceux qui subissent se révoltent et ceux qui en profitent s'en étonnent. Car la superstructure minoritaire mais dominante, urbaine, bien lotie, loin du besoin n'arrive pas à concevoir, à imaginer la réalité dans laquelle patauge les deux tiers de la population.

Mais le gouvernement ne nous laisse pas d'autre choix que de nous battre, de lutter pour préserver notre outil de travail, nos missions et nos implantations. Car ce qui est en cours et surtout ce qui se prépare sous les ors de la République, dans les salons feutrés des ministères va bousculer, chambouler et déstructurer nos avenir personnels et professionnels.

Nous n'avons pas d'autre choix qu'exprimer nos colères, pas d'autre choix que de porter nos revendications, pas d'autre choix que de réclamer notre dû, pas d'autre choix que d'exiger d'être respecté en tant qu'être humain, fonctionnaire et citoyen.

Le Président E. Macron et son gouvernement ont décidé de nous dépouiller, de mettre à mal nos missions, de terrasser notre modèle social, de tuer les solidarités au profit de l'individualisme forcené.

Les orientations politiques de ceux qui prétendent gouverner pour l'intérêt général, celles du premier cercle du président de la République se résument à un seul objectif : servir les intérêts de la classe des plus riches. Et pour cela, ils veulent absolument en finir avec tous les mécanismes de protection des risques et aléas de la vie, avec tous les dispositifs de mutualisation de ces risques, et surtout en exempter les entreprises et les plus aisés, soi-disant pour rendre les premières plus compétitives, pour inciter les seconds à rester en France et à y investir.

Et ils veulent aussi mettre hors d'état les administrations qui assurent des missions de contrôle et de régulation économiques et financières, celles de Bercy, singulièrement la DGFIP.

Pendant ce temps, les optimiseurs fiscaux comme Facebook, Microsoft, Amazon et maintenant Google viennent faire leur marché et imposer leur « politique » de disruption, ils s'installent en France pour réduire à néant l'État distributif soit en le détruisant complètement soit en le remplaçant par leurs propres services privés et hautement

individualisés . Ils s'installent en France pour dynamiser la République et faire main basse sur les start-up qui pourraient les intéresser ( « Aujourd'hui, il est impossible de créer une startup sans les technologies de Google. » Roxanne Varda directrice de station F, Xavier Niel fondateur)

Nous sommes toutes et tous concernés par ce qui se passe, quelle que soit notre catégorie, notre grade.

Au-delà, avec les autres secteurs dans l'action, c'est bien le principe même du service public universel et le modèle social qui régit les rapports sociaux et économiques depuis la fin de la seconde guerre mondiale que nous défendons et dont nous demandons l'amélioration, pas la destruction.

Vous connaissez notre attachement viscéral à une DGFIP proche du public, accessible à tous et toutes , quel que soient leurs lieux de vie, quelles que soient leurs connaissances techniques, et leur appétence du numérique.

Nous assistons à une forme d'acculturation forcée à l'usage du numérique et nous ne sommes pas les seuls à dire et à écrire cela, le défenseur des droits lui-même appelle à la mesure et à la prudence afin de ne pas créer en plus des fractures sociales et territoriales, une fracture numérique.

Le pire sans doute de cette acculturation forcée vient quand l'option « tout dématérialisée » n'est pas proposée, mais bel et bien imposée, avec pour conséquence, une sollicitation directe du contribuable qui ne comprend pas pourquoi il ne reçoit plus ses déclarations et ses avis.

Solidaires Finances Publiques continuera d'être aux côtés des agents pour défendre notre administration et lutter contre l'externalisation de nos missions.

Enfin, nous vous renvoyons à notre précédente déclaration du 08 novembre dernier concernant l'auto-destruction de notre administration.

D'autre part, sachez qu'il n'est plus possible d'entendre, dans les médias, M DARMANIN affirmer que n'importe qui peut assurer les missions de la DGFIP.

Non, un buraliste ne peut pas assumer le recouvrement.

Non, les agents de la poste ne sont pas des conseillers en télédéclaration.

La technicité, l'impartialité, la neutralité ne sont pas des vains mots à la DGFIP. Il est inadmissible que notre ministre rabaisse sans cesse le professionnalisme des agents des finances publiques

« Si nous nous obstinons à concevoir notre monde en terme utilitaire, des masses de gens en seront constamment réduites à devenir superflues. » Anna Arendt

